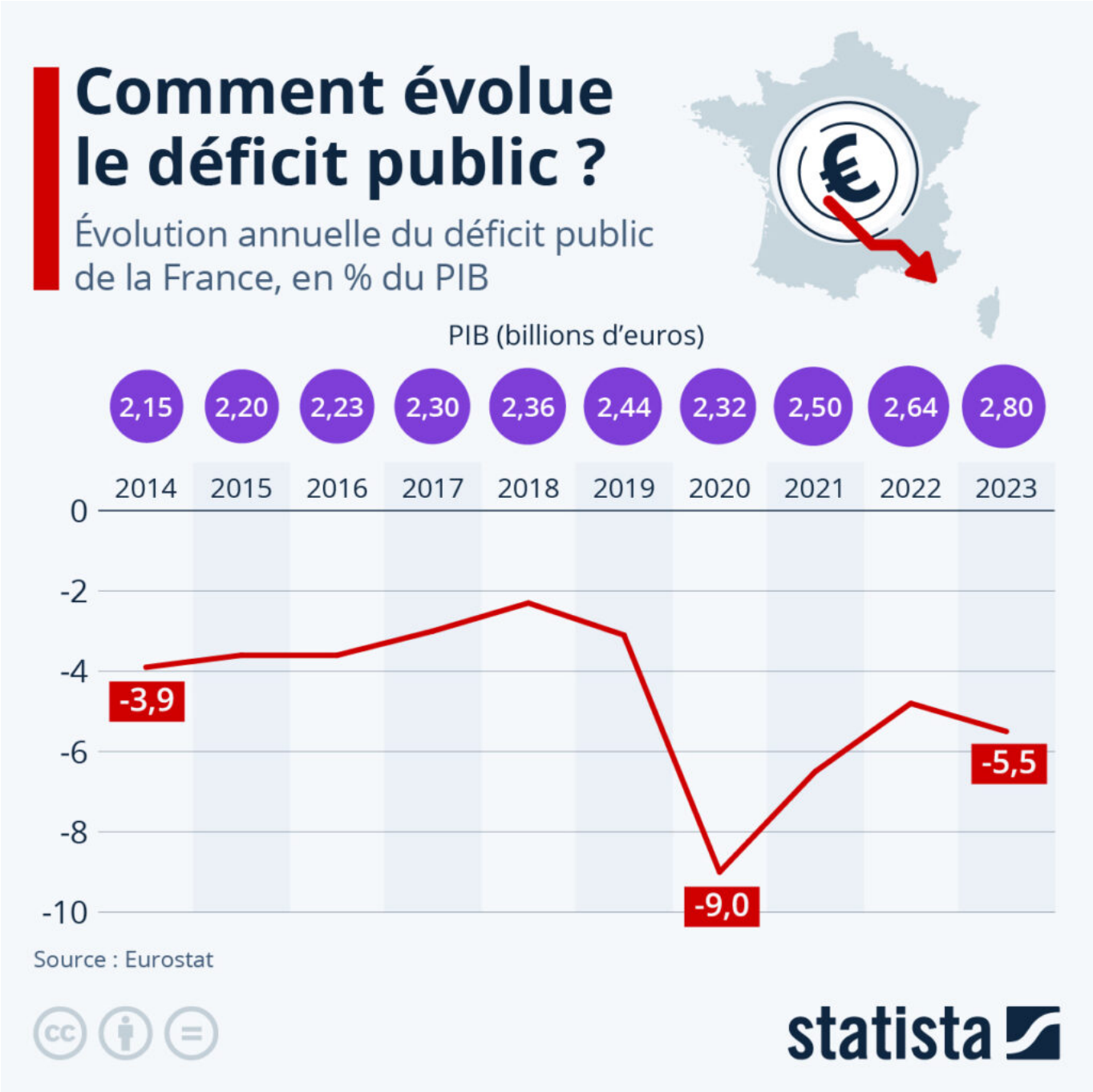
Ecrit par Echo du Mardi le 8 avril 2024

Comment évolue le déficit public ?



Fin mars, l'Insee a publié les chiffres définitifs, très attendus, du déficit public de la France pour 2023. Et

Ecrit par Echo du Mardi le 8 avril 2024

comme redouté, celui-ci est significativement plus élevé que prévu, puisqu'il s'établit à 5,5 % du PIB, dépassant ainsi largement les 4,9 % jusqu'alors prédits par le gouvernement. Comparée à ses voisins européens, la France fait figure de mauvaise élève : le déficit public de la Belgique représentait 4,6 % de son PIB en 2023, celui de l'Allemagne 2,1 %, tandis que l'Irlande, le Portugal et le Danemark ont tous trois enregistré un excédent de 0,9 %, 1,2 % et 2,6 % de leur PIB respectivement l'année dernière. Alors que l'agence de notation Moody's avait déjà déclaré après la publication de ces chiffres juger « improbable » que la France tienne son objectif de réduire le déficit public à 2,7 % d'ici à 2027, l'agence de notation Fitch a à son tour annoncé le mardi 2 avril estimer que les objectifs de réduction budgétaire français sont « de plus en plus hors de portée ». Fitch avait déjà abaissé la note de la France, qui évalue sa capacité à rembourser sa dette, de AA à AA-, et les deux agences actualiseront de nouveau leur note financière de la France fin avril. Le Ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a cependant réaffirmé sa détermination quant à son objectif de ramener le déficit public du pays sous la barre des 3 % du PIB d'ici à 2027.

Comme le montre notre infographie, basée sur des données d'Eurostat, si le déficit public de la France a empiré en 2023, il reste bien loin du niveau de 2020, au moment de la crise du Covid-19. Le PIB de la zone euro avait alors diminué de 6,6 %, et celui de la France de 7,9 %, passant de 2,44 billions d'euros en 2019 à 2,32 billions l'année suivante. Les aides substantielles mises en place par le gouvernement pour soutenir les ménages et les entreprises, couplées au ralentissement économique, avaient alors fortement creusé le déficit public français, qui avait atteint 9 % du PIB.

De Valentine Fourreau pour Statista